

Le Mouvement Révolution Citoyenne dénonce la persécution en Équateur

Image not found or type unknown



Quito, 11 novembre (RHC)- Le mouvement Révolution Citoyenne, organisation dirigée par l'ex-président équatorien Rafael Correa, a dénoncé le fait que le gouvernement se livre à la persécution politique contre des membres de cette organisation.

La position de l'organisation a été rendue publique après un mandat d'arrêt délivré par le Ministère de l'Intérieur contre l'ancien secrétaire de Communication Fernando Alvarado, qui a été acquitté au terme d'un procès légal pour un présumé détournement de fonds.

Selon la Révolution Citoyenne, l'action constitue un abus, raison pour laquelle elle a appelé des organismes des droits humains à être alertes face à cette situation.

Le procès au cours duquel a été prouvée l'inexistence d'arguments pour accuser Alvarado et trois autres anciens fonctionnaires du gouvernement précédent, prétendait les condamner pour un présumé dommage à l'état de 250 mille dollars.

Selon le Contrôleur Général, il y a eu inobservance de normes dans le contrat de personnes et d'une entreprise privée de juin 2013 à mai 2017 pour la production d'audiovisuels concernant les Liaisons Citoyennes, des programmes dans lesquels le président d'alors Rafael Correa faisait des annonces à la population et abordait des thèmes d'intérêt national.

Cependant, le 12 octobre dernier, la Cour Nationale de Justice a proclamé l'innocence des quatre personnes accusées.

La Révolution Citoyenne a également condamné un nouvel épisode de violation des droits humains lorsque la maison de l'assesseur juridique du législateur Roinny Aleaga a été criblée de balles.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/239402-le-mouvement-revolution-citoyenne-denonce-la-persecution-en-equateur>



Radio Habana Cuba